

BDO DRC

Economic Insights 2026/3

Conjoncture économique de la République démocratique du Congo

Stabilité macroéconomique relative, première émission d'Eurobond et montée des risques budgétaires liés aux tensions énergétiques

Avril 2026



The BDO logo is displayed in white on a red background. It consists of the letters 'BDO' in a bold, sans-serif font, with a vertical bar to the left of the 'B' and a horizontal bar below the 'O'.



Blaise MBATSHI
Country Senior Partner
& Managing Director
Email : blaise.mbatshi@bdo-ea.com



Yves AWA MUGUMA
Advisory Supervisor
Email : yves.awa@bdo-ea.com

Résumé exécutif

La conjoncture économique de la République démocratique du Congo en avril 2026 demeure globalement favorable, tout en restant marquée par des vulnérabilités structurelles et un environnement international plus incertain. Cette note propose une analyse synthétique des évolutions macroéconomiques récentes à partir des principales données issues de la Banque Centrale du Congo (BCC), de l'Institut National de la Statistique (INS), du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. La croissance économique reste soutenue, principalement portée par le secteur minier et le maintien de niveaux élevés des prix des principaux produits d'exportation. Le climat des affaires poursuit également son amélioration progressive, traduisant un renforcement relatif de la confiance des entreprises dans certains secteurs clés de l'économie. L'inflation demeure globalement maîtrisée malgré des pressions persistantes liées aux prix des produits importés et à la hausse des coûts énergétiques internationaux. Sur le plan externe, la stabilité relative du taux de change et le maintien des réserves internationales à un niveau historiquement élevé continuent de soutenir les équilibres macroéconomiques, malgré des tensions persistantes sur les marchés internationaux de l'énergie. Par ailleurs, les finances publiques restent marquées par une mobilisation dynamique des recettes et une exécution plus modérée des dépenses. Le mois d'avril 2026 a également été marqué par la première émission souveraine d'Eurobond de la RDC, permettant au pays de lever 1,25 milliard USD sur les marchés internationaux. Cette opération constitue une étape importante dans la diversification des sources de financement de l'État, tout en soulevant des enjeux croissants de soutenabilité budgétaire et de gestion prudente de la dette publique. Enfin, le maintien des prix internationaux du pétrole à des niveaux élevés pourrait progressivement accentuer les pressions budgétaires liées aux mécanismes de stabilisation des prix domestiques des carburants et réduire les marges de manœuvre budgétaires disponibles. Dans ce contexte, cette publication vise à fournir une lecture claire, structurée et orientée décision de la conjoncture économique nationale à destination des entreprises, investisseurs et partenaires économiques opérant en RDC.

Mots-clés : Conjoncture économique, croissance, inflation, Eurobond, dette publique, réserves internationales, Banque Centrale du Congo (BCC), taux de change, secteur extractif, pétrole.



Points clés du mois d'avril 2026

- ▶ La croissance économique demeure soutenue, principalement portée par le secteur minier (5,8% en 2025)
- ▶ L'inflation reste globalement maîtrisée (0,98% en avril ; 2,5% en glissement annuel), malgré des pressions persistantes liées aux prix des produits importés et de l'énergie
- ▶ Le taux de change demeure relativement stable autour de 2 307 CDF/USD, soutenu par les recettes minières et les interventions de la Banque Centrale du Congo
- ▶ Les réserves internationales atteignent un niveau historiquement élevé (7,8 milliards USD), renforçant la stabilité du marché des changes et la capacité d'intervention de la BCC
- ▶ L'exécution budgétaire reste globalement maîtrisée, avec un taux d'exécution des recettes de 98,3% contre 79,9% pour les dépenses à fin mars 2026
- ▶ La RDC a réalisé sa première émission souveraine d'Eurobond, levant 1,25 milliard USD sur les marchés internationaux dans un contexte de vigilance accrue sur la soutenabilité budgétaire
- ▶ Le maintien des prix internationaux du pétrole à des niveaux élevés pourrait progressivement accroître les pressions budgétaires liées aux mécanismes de stabilisation des prix des carburants
- ▶ Le système bancaire demeure liquide mais fortement dollarisé, avec 86,4% des dépôts et plus de 97% des crédits libellés en devises

1. Environnement économique international

L'environnement économique international en avril 2026 demeure marqué par un niveau élevé d'incertitudes géopolitiques et financières, dans un contexte de ralentissement progressif de l'activité mondiale et de recomposition des conditions monétaires internationales. Les tensions persistantes au Moyen-Orient, les risques affectant les chaînes d'approvisionnement énergétiques ainsi que la volatilité des marchés financiers continuent d'influencer l'évolution des prix des matières premières et les anticipations des investisseurs.

Parallèlement, les principales banques centrales maintiennent une approche prudente en matière de politique monétaire, dans un environnement où les pressions inflationnistes restent globalement modérées mais sensibles aux évolutions des prix de l'énergie et aux risques géopolitiques.

1.1. Persistance des tensions géopolitiques et incertitudes énergétiques

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient continuent d'alimenter les incertitudes sur les marchés internationaux de l'énergie. Bien que les perturbations majeures sur les flux pétroliers aient jusqu'à présent été contenues, les marchés demeurent sensibles aux risques affectant les principales zones de transit énergétique, notamment le détroit d'Ormuz.

Cette situation entretient un niveau élevé des prix pétroliers et contribue à maintenir une forte volatilité sur les marchés internationaux de l'énergie.

1.2. Conditions financières internationales toujours restrictives

Les marchés financiers internationaux restent caractérisés par une certaine prudence des investisseurs dans un contexte de taux d'intérêt encore élevés dans les économies avancées. Les banques centrales des principales économies poursuivent ainsi une approche attentiste face à l'évolution de l'inflation et de la croissance mondiale.

Cette configuration continue de se traduire par des conditions de financement relativement restrictives pour les économies émergentes et en développement, avec des coûts de financement extérieurs demeurant élevés malgré une légère amélioration du sentiment des marchés sur certaines signatures souveraines.

1.3. Évolution contrastée des marchés des matières premières

En avril 2026, les marchés des matières premières ont évolué de manière contrastée. Les produits énergétiques demeurent à des niveaux élevés dans un contexte d'incertitudes géopolitiques persistantes, tandis que les principaux métaux d'exportation de la République démocratique du Congo continuent de bénéficier d'une demande internationale relativement soutenue.

Par ailleurs, les prix de certains produits alimentaires importés restent orientés à la hausse, alimentant les risques d'inflation importée pour les économies fortement dépendantes des importations alimentaires.

TABLE 1 - Évolution récente des prix des principaux produits de base (mars - avril 2026)

Produit	Prix	Évolution mensuelle	Observation
<i>Produits énergétiques</i>			
Pétrole (Brent, USD/baril)	110,44	+7,50%	Niveau élevé soutenu par les tensions géopolitiques persistantes et les incertitudes sur l'offre mondiale d'énergie
<i>Produits d'exportation</i>			
Cuivre (USD/tonne)	12 994.35	+6,20%	Maintien à des niveaux historiquement élevés dans un contexte de demande mondiale soutenue pour les métaux stratégiques
Cobalt (USD/tonne)	55 600	Stable	Relative stabilisation après les fortes fluctuations observées au cours des derniers mois
Or (USD/once)	4 545,45	+2,00%	Maintien de l'intérêt pour les actifs refuges dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et financières
<i>Produits alimentaires (importés)</i>			
Riz (USD/tonne)	240,84	-1,20%	Léger recul des prix, mais maintien de risques liés aux coûts d'importation alimentaire
Blé (USD/tonne)	239,8	+7,80%	Hausse soutenue alimentant les risques d'inflation importée sur les produits alimentaires
Maïs (USD/tonne)	175,64	+2,50%	Progression modérée susceptible d'affecter les coûts des denrées alimentaires de base

Source : calculs BDO DRC à partir des notes de conjoncture hebdomadaires de la Banque Centrale du Congo (BCC).



Ces évolutions traduisent la persistance de tensions sur les marchés internationaux des matières premières, avec des implications contrastées pour les économies exportatrices de métaux et importatrices nettes de produits énergétiques et alimentaires.

Lecture BDO. L'environnement international en avril 2026 reste marqué par une combinaison de tensions géopolitiques, de volatilité des marchés des matières premières et de conditions financières internationales relativement restrictives. Pour la République démocratique du Congo, cette configuration demeure globalement favorable à court terme grâce au maintien de niveaux élevés des prix des principaux produits miniers exportés, notamment le cuivre et l'or.

Toutefois, la hausse des coûts énergétiques et alimentaires ainsi que le maintien de conditions de financement extérieures contraignantes continuent de représenter des sources importantes de vulnérabilité macroéconomique pour les économies émergentes et importatrices nettes, dont la RDC.

2. Conjoncture macroéconomique nationale

Les indicateurs récents suggèrent que la conjoncture économique de la République démocratique du Congo demeure globalement favorable au début de l'année 2026, dans le prolongement des performances observées en 2025. L'activité reste soutenue par le dynamisme du secteur extractif, le climat des affaires continue de s'améliorer et l'inflation demeure contenue malgré certaines pressions externes.

Cette dynamique s'inscrit toutefois dans un contexte de vulnérabilités persistantes, notamment liées à la forte dépendance aux matières premières, à l'exposition aux chocs internationaux et aux contraintes structurelles pesant sur l'économie domestique.

2.1. Croissance économique

La croissance économique demeure largement portée par le secteur extractif. Le PIB réel aurait progressé de 6,1% en 2024, avant de ralentir légèrement à 5,8% en 2025, traduisant une normalisation après plusieurs années de forte expansion.

Cette dynamique repose principalement sur le secteur minier, dont la croissance passerait de 12,3% en 2024 à 8,7% en 2025, tandis que l'activité hors mines resterait plus modérée (4,0% puis 4,8%). Cette configuration confirme la dépendance structurelle de la croissance congolaise aux industries extractives, malgré une amélioration progressive de certains segments de l'économie domestique.



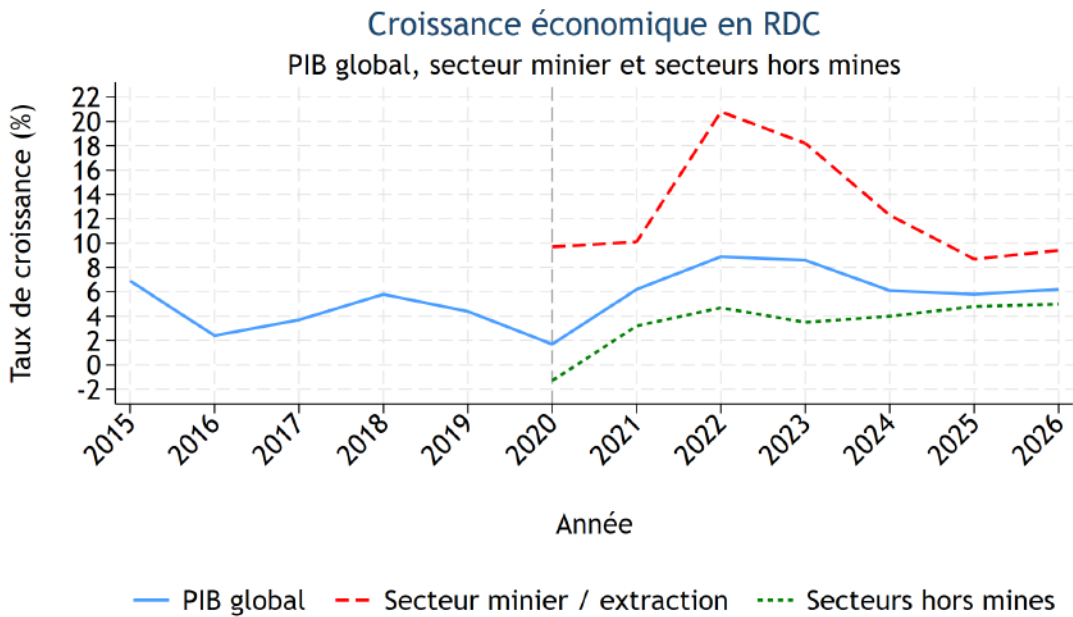


FIGURE 1 - Évolution de la croissance économique en RDC : PIB global, secteur minier et secteur hors mines
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC), cadrage macroéconomique (CESCN), selon les hypothèses du FMI.

2.2. Climat des affaires

La perception du climat des affaires poursuit sa tendance à l'amélioration. Le solde global d'opinion passe de 36,1 en janvier 2025 à 40,4 en décembre 2025, puis à 41,9 en mars 2026, confirmant un renforcement progressif de la confiance des entreprises.

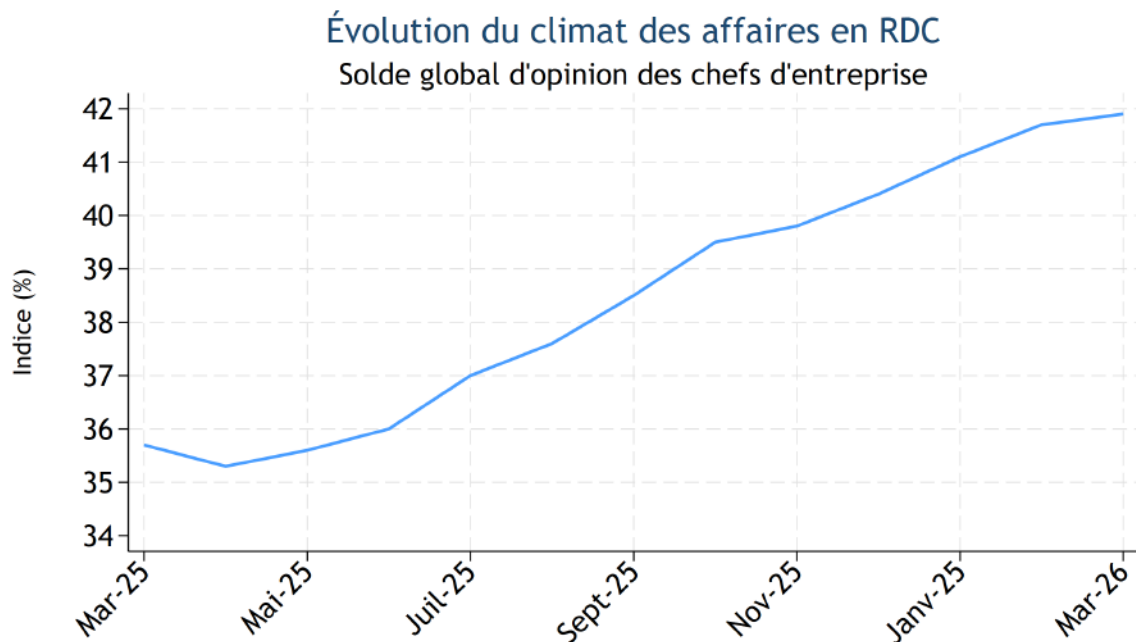


FIGURE 2 - Évolution du climat des affaires en RDC : solde global d'opinion
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

Cette amélioration demeure toutefois hétérogène. Les secteurs extractif et de la construction continuent d'afficher les niveaux de confiance les plus élevés, avec des soldes d'opinion supérieurs à la moyenne nationale au début de l'année 2026, soutenus par les investissements miniers et certains projets d'infrastructures. À l'inverse, les services et l'industrie continuent de faire face à des contraintes structurelles importantes, suggérant que l'amélioration du climat des affaires reflète encore largement la dynamique du secteur minier plutôt qu'une reprise généralisée de l'économie.

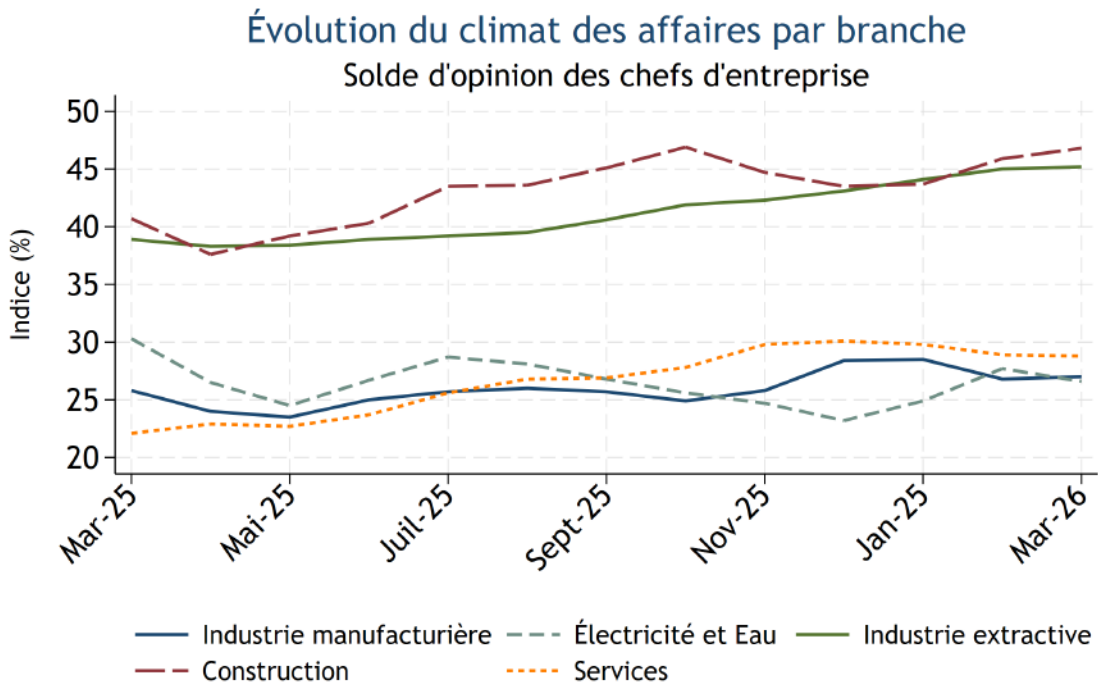


FIGURE 3 - Évolution du climat des affaires par branche en RDC
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

2.3. Inflation

L'inflation demeure globalement maîtrisée en avril 2026, malgré des pressions externes persistantes liées à l'évolution des prix internationaux de l'énergie et des produits alimentaires. L'inflation mensuelle s'est établie à 0,98% en avril 2026, contre 0,71% le mois précédent, tout en restant contenue grâce notamment à la stabilité relative du taux de change et aux mécanismes de stabilisation des prix de certains produits stratégiques.

En glissement annuel, l'inflation atteint 2,53% en avril 2026, demeurant à des niveaux modérés comparativement aux épisodes inflationnistes observés au cours des années précédentes. Cette évolution reflète à la fois le maintien d'une politique monétaire prudente et l'amélioration relative des équilibres macroéconomiques au cours des derniers mois.



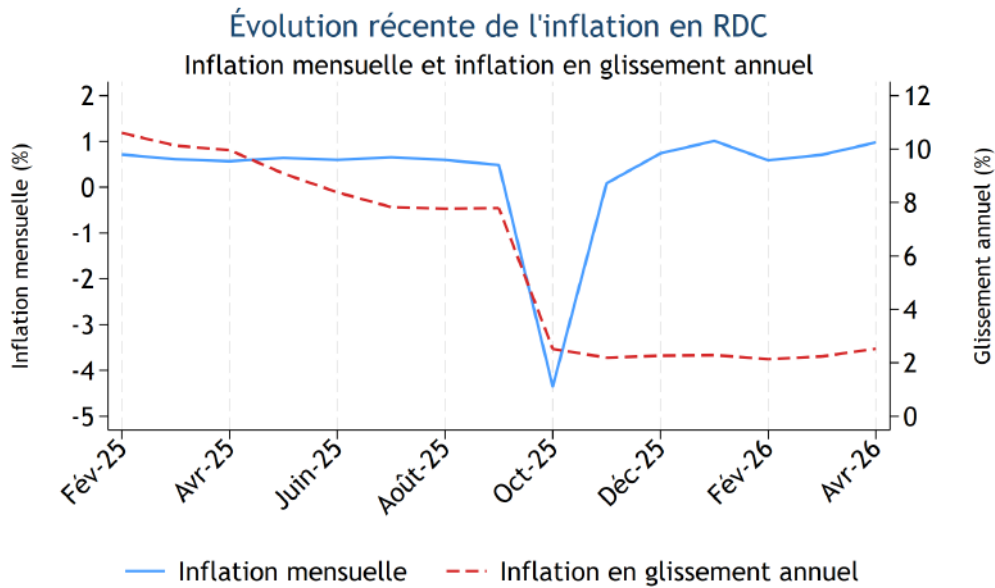


FIGURE 4 - Évolution récente de l'inflation en RDC : inflation mensuelle et en glissement annuel
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC), Institut National de la Statistique (INS).

La structure de l'inflation met en évidence une forte contribution des produits alimentaires, principalement importés, qui représentent environ 62,8% des contributions moyennes à l'inflation mensuelle en avril 2026. Cette situation traduit une sensibilité élevée des prix domestiques aux conditions internationales, aux coûts logistiques et à l'évolution des marchés mondiaux des matières premières agricoles.

À l'inverse, les postes liés au transport et aux carburants demeurent relativement contenus à court terme, avec une contribution d'environ 6,9% pour le poste transport. Cette situation s'explique notamment par les mécanismes de stabilisation des prix des produits pétroliers appliqués en RDC, qui limitent la transmission immédiate de la hausse des cours internationaux du pétrole aux prix domestiques.

Toutefois, dans un contexte de maintien des prix internationaux du pétrole à des niveaux élevés, la poursuite de cette politique pourrait progressivement accroître les pressions budgétaires implicites liées aux subventions et aux dépenses fiscales sur les produits pétroliers.

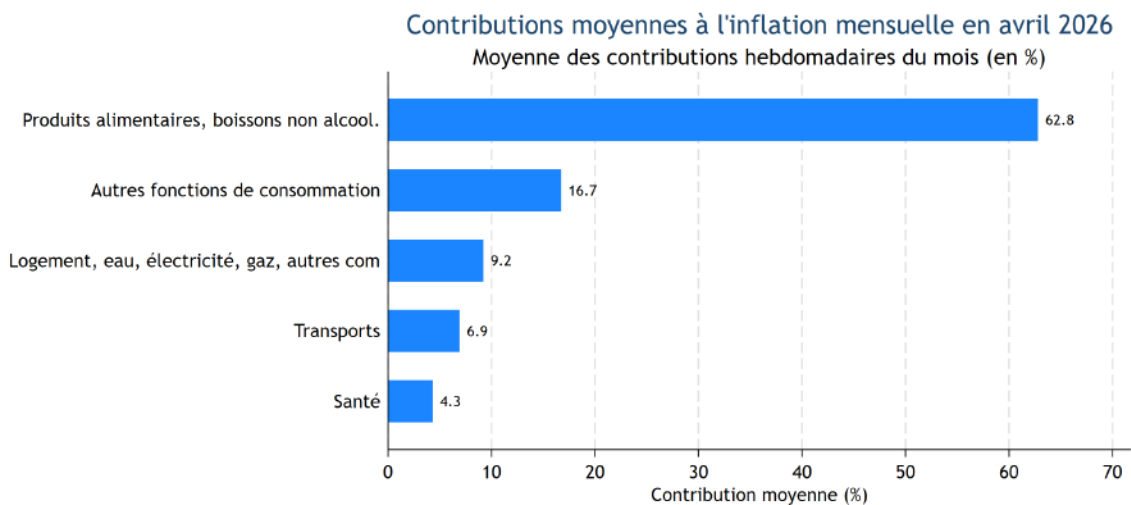


FIGURE 5 - Contributions moyennes à l'inflation hebdomadaire en avril 2026
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC), Institut National de la Statistique (INS), calculs BDO DRC.

Lecture BDO. La conjoncture macroéconomique nationale demeure globalement favorable au début de l'année 2026, soutenue par le dynamisme du secteur extractif, l'amélioration progressive du climat des affaires et une inflation relativement maîtrisée. Toutefois, cette dynamique reste structurellement déséquilibrée : la croissance demeure fortement dépendante des matières premières, l'amélioration du climat des affaires reste concentrée sur certains secteurs, et la structure de l'inflation révèle une exposition élevée aux chocs externes.

Par ailleurs, le maintien des prix internationaux du pétrole à des niveaux élevés pourrait progressivement accentuer les tensions budgétaires associées aux mécanismes de stabilisation des prix des carburants. Dans ce contexte, la stabilité macroéconomique observée à court terme demeure encore sensible à l'évolution de l'environnement international et aux capacités d'ajustement des finances publiques.

3. Finances publiques

Au premier trimestre 2026, l'exécution budgétaire met en évidence une mobilisation des recettes relativement soutenue, dans un contexte de progression plus modérée des dépenses publiques.

Les recettes publiques affichent un taux d'exécution de 98,3% à fin mars 2026, portées principalement par les performances des régies fiscales, douanières et non fiscales. Les recettes de la DGDA dépassent légèrement les prévisions (100,5%), tandis que les recettes non fiscales de la DGRAD enregistrent une exécution particulièrement élevée (117,3%).

En parallèle, les dépenses publiques demeurent exécutées à un rythme plus modéré, avec un taux d'exécution global de 79,9% des prévisions. Cette situation traduit une certaine prudence dans le rythme des décaissements ainsi que des arbitrages de trésorerie dans un contexte de contraintes budgétaires persistantes.

L'analyse de la structure budgétaire révèle toutefois certains déséquilibres. Les dépenses en capital dépassent leur niveau programmé (111,2%), tandis que plusieurs postes de dépenses courantes demeurent faiblement exécutés, notamment les salaires publics (69,0%) et les intérêts sur la dette (64,0%). Cette configuration reflète une allocation budgétaire encore contrainte malgré l'amélioration des recettes.

Dans l'ensemble, le déficit de trésorerie demeure inférieur au niveau programmé (-1 578,6 milliards CDF contre -3 288,3 milliards), traduisant à la fois une sous-exécution des dépenses et une amélioration relative de la mobilisation des ressources publiques au cours du premier trimestre.

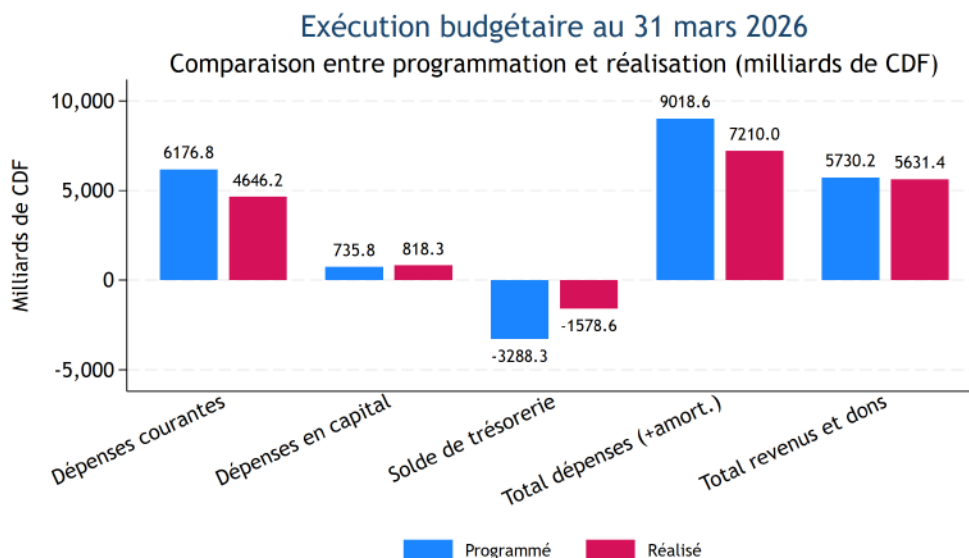


FIGURE 6 - Exécution du Plan de trésorerie de l'État au premier trimestre 2026
 Source : Banque Centrale du Congo, calculs BDO DRC.

TABLE 2 - Exécution synthétique du Plan de trésorerie de l'État au premier trimestre 2026 (en milliards de CDF)

Rubriques	Réalizations 2025		Cumul mars 2026		
	Mars	Cumul	Programme	Réalisé	Exéc. (%)
Douanes et accises (DGDA)	547.4	1490.0	1751.3	1759.5	100.5
Impôts directs et indirects (DGI)	779.9	2639.7	2921.4	2692.7	92.2
Recettes non fiscales (DGRAD)	572.5	1186.9	869.3	1020.0	117.3
Total revenus et dons	1899.8	5723.3	5730.2	5631.4	98.3
Dépenses courantes	1928.9	2030.7	6176.8	4646.2	75.2
Dépenses en capital	149.0	495.9	735.8	818.3	111.2
Autres dépenses	798.2	2338.0	1942.8	1622.2	83.5
Total dépenses (+ amort.)	2947.0	7470.8	9018.6	7210.0	79.9
Solde de trésorerie	-1047.2	-1747.4	-3288.3	-1578.6	48.0

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Les données disponibles au 30 avril 2026 suggèrent toutefois le maintien d'un niveau élevé d'exécution budgétaire au début du deuxième trimestre. Les recettes publiques mobilisées se sont établies à 4 342,1 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 97,3% des prévisions mensuelles, soutenues essentiellement par l'encaissement du solde des impôts directs et indirects au titre de l'exercice précédent. Les dépenses se sont élevées à 4 303,7 milliards de CDF, dégageant un léger excédent de trésorerie de 38,4 milliards de CDF. Les dépenses de salaires des agents et fonctionnaires de l'État demeurent le principal poste budgétaire, représentant environ 43,2% des dépenses exécutées sur la période.

3.1. Première émission d'Eurobond et enjeux de soutenabilité de la dette

Le mois d'avril 2026 a été marqué par une opération majeure pour les finances publiques congolaises, avec la première émission souveraine d'Eurobond de la République démocratique du Congo sur les marchés financiers internationaux. Cette opération, baptisée « Mbote », a permis au pays de lever 1,25 milliard USD à travers deux maturités de 5 et 10 ans. Les conditions financières obtenues demeurent comparables à celles observées récemment sur certains marchés africains, bien que les coûts de financement restent relativement élevés dans un contexte international encore marqué par des taux d'intérêt élevés et une perception du risque souverain propre aux économies émergentes.

Cette opération constitue une étape importante dans la diversification des sources de financement de l'État et dans l'intégration progressive de la RDC aux marchés internationaux des capitaux.

L'émission intervient dans un contexte de relative amélioration des fondamentaux macroéconomiques du pays, caractérisé notamment par une croissance économique soutenue, une inflation relativement maîtrisée et un niveau d'endettement public encore modéré comparativement à plusieurs économies africaines.

Les principaux indicateurs d'endettement demeurent inférieurs aux seuils de vulnérabilité généralement retenus par le FMI pour les pays à faible revenu. En 2024, le ratio dette publique/PIB s'établissait autour de 18,5%, tandis que le ratio dette/exportations atteignait environ 38,1%. Le service de la dette représentait environ 1,4% des exportations et 4,8% des recettes publiques internes. Le stock total de la dette publique atteignait environ 13,2 milliards USD, dont 7,6 milliards de dette extérieure et 5,6 milliards de dette intérieure.

TABLE 3 - Seuils indicatifs de soutenabilité de la dette extérieure selon le FMI

Capacité d'endettement	VA dette extérieure PPG		Service dette extérieure PPG	
	PIB	Exportations	Exportations	Recettes
Faible	30	140	10	14
Moyenne	40	180	15	18
Élevée	55	240	21	23

Source : FMI, note d'orientation sur le cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu.

Toutefois, malgré ces niveaux encore modérés, la capacité effective de service de la dette demeure un point de vigilance. Le taux d'exécution du service de la dette est resté inférieur aux prévisions au cours des dernières années, atteignant 68,1% en 2023, 29,9% en 2024 et 60,1% en 2025. Cette situation reflète des contraintes persistantes de trésorerie ainsi qu'une marge budgétaire encore limitée.

Dans ce contexte, l'enjeu principal de cette opération résidera dans la capacité à assurer une utilisation productive et transparente des ressources mobilisées, afin de renforcer durablement la croissance et les capacités futures de remboursement de l'État.

3.2. Pressions budgétaires liées aux produits pétroliers

Le maintien des prix internationaux du pétrole à des niveaux élevés dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes constitue également une source croissante de vulnérabilité budgétaire pour la RDC.

La politique actuelle de stabilisation des prix à la pompe, avec des prix domestiques demeurant relativement faibles comparativement à plusieurs pays africains, limite la transmission immédiate des hausses internationales aux consommateurs. Toutefois, cette situation génère implicitement des coûts budgétaires importants à travers les dépenses fiscales et les manques à gagner associés aux produits pétroliers.

En 2024, les dépenses fiscales totales étaient estimées à environ 7 018 milliards de CDF, soit 26,5% des recettes internes mobilisées et 3,4% du PIB. Les produits pétroliers représentaient à eux seuls environ 809,2 milliards de CDF, soit 12% du manque à gagner total et près de 3% des recettes internes.

Les tensions observées en 2022 illustrent l'ampleur potentielle de cette vulnérabilité. Cette année-là, le manque à gagner lié aux produits pétroliers avait atteint environ 3 403,5 milliards de CDF, représentant 53% du manque à gagner total, 17% des recettes internes et 2,7% du PIB.

Dans un contexte de persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et de maintien des cours pétroliers à des niveaux élevés, la poursuite des mécanismes actuels de stabilisation des prix pourrait ainsi accentuer les pressions sur les finances publiques et réduire les marges budgétaires disponibles pour d'autres dépenses prioritaires.

Lecture BDO. Les finances publiques congolaises demeurent caractérisées par une amélioration relative de la mobilisation des recettes, mais également par des contraintes persistantes de soutenabilité budgétaire et de gestion de trésorerie. La réussite de la première émission d'Eurobond constitue un signal positif en matière d'accès aux marchés internationaux et de diversification des sources de financement.

Toutefois, cette nouvelle capacité d'endettement accroît également les exigences en matière de discipline budgétaire, de transparence et d'efficacité dans l'utilisation des ressources mobilisées. Par ailleurs, le maintien de mécanismes de stabilisation des prix des produits pétroliers dans un contexte de tensions persistantes sur les marchés internationaux pourrait progressivement accentuer les coûts budgétaires implicites et réduire les marges de manœuvre budgétaires de l'État.

Dans ce contexte, le renforcement durable de la soutenabilité budgétaire dépendra à la fois de la capacité à améliorer la mobilisation des recettes internes, à maîtriser les dépenses fiscales et à orienter les nouveaux financements vers des investissements à fort impact économique.

4. Secteur extérieur et marché des changes

Le secteur extérieur demeure un déterminant central des équilibres macroéconomiques en République démocratique du Congo, dans un contexte de forte dépendance aux exportations minières et de demande structurelle élevée de devises. Les évolutions récentes traduisent une relative stabilité du taux de change et un maintien des réserves internationales à un niveau élevé, malgré un environnement international marqué par des tensions géopolitiques et une forte volatilité des marchés des matières premières.

4.1. Marché des changes

Après les tensions observées au cours de l'année 2025, le franc congolais est demeuré relativement stable au cours des premiers mois de 2026. Le taux de change indicatif s'est établi autour de 2 307 CDF/USD à fin avril 2026, contre environ 2 284 CDF/USD le mois précédent, traduisant une légère dépréciation dans un contexte globalement maîtrisé.

Cette évolution reflète notamment la bonne tenue des recettes d'exportation issues du secteur extractif, le maintien des entrées de devises ainsi que les interventions de la Banque Centrale du Congo sur le marché des changes.

L'écart entre le marché officiel et le marché parallèle demeure relativement contenu, autour de 37 CDF en avril 2026. Toutefois, cet écart continue de refléter des déséquilibres structurels persistants entre l'offre et la demande de devises dans une économie fortement dollarisée.



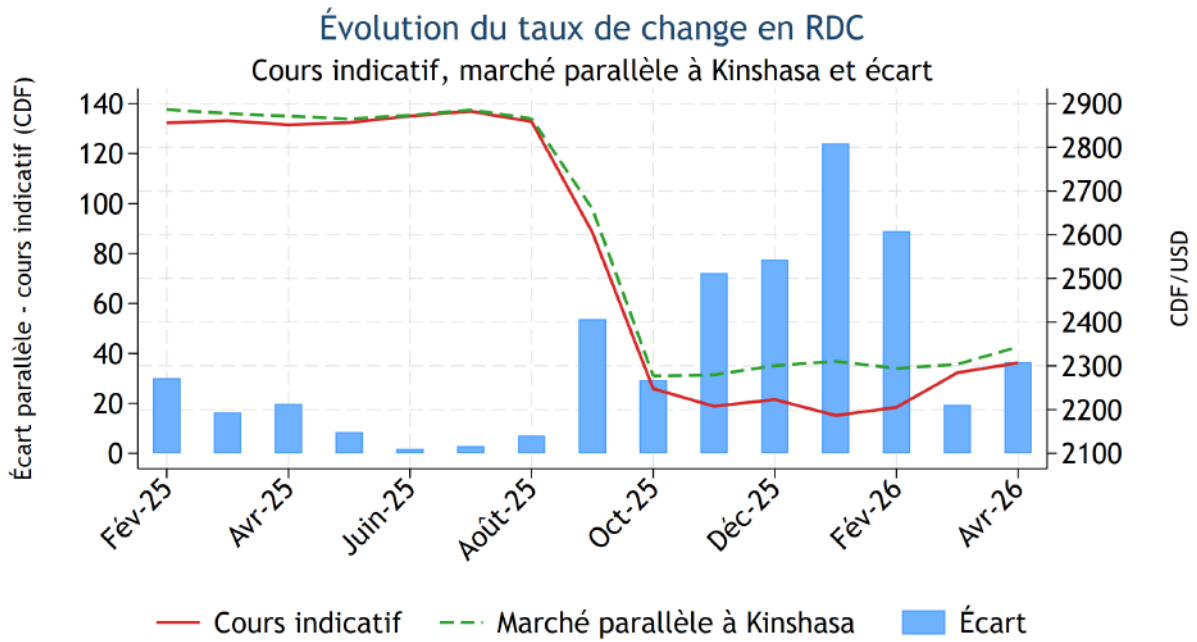


FIGURE 7 - Évolution du taux de change en RDC : cours indicatif, marché parallèle et écart
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

4.2. Réserves internationales

Les réserves internationales demeurent à un niveau historiquement élevé, atteignant environ 7 804 millions USD à fin avril 2026, soit une couverture d'environ 2,98 mois d'importations.

Ce niveau continue de soutenir la capacité d'intervention de la Banque centrale sur le marché des changes et contribue à limiter les tensions de liquidité en devises. Il reflète également l'amélioration relative des équilibres extérieurs observée au cours des dernières années, portée principalement par les exportations minières.

Toutefois, malgré cette amélioration, le niveau des réserves reste légèrement inférieur au seuil prudentiel généralement retenu de trois mois d'importations, ce qui limite encore les capacités d'absorption de chocs externes majeurs.

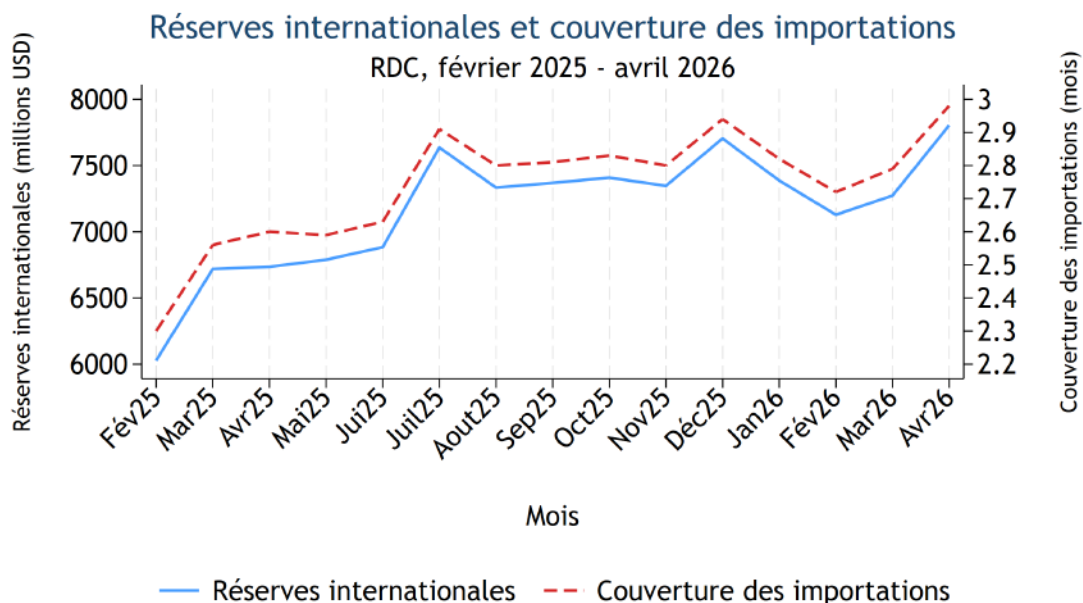


FIGURE 8 - Évolution des réserves internationales et de la couverture des importations
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

4.3. Transmission des prix des matières premières

Les évolutions récentes des marchés des matières premières continuent de jouer un rôle déterminant dans les équilibres externes de la République démocratique du Congo.

Les prix du cuivre et de l'or demeurent à des niveaux relativement élevés, soutenant les recettes d'exportation, les entrées de devises et les réserves internationales. Cette configuration continue de favoriser la stabilité relative du taux de change malgré un environnement international plus incertain.

À l'inverse, le maintien des prix du pétrole à des niveaux élevés accroît les coûts d'importation énergétiques et pourrait progressivement exercer des pressions sur la balance des paiements ainsi que sur les finances publiques à travers les mécanismes de stabilisation des prix domestiques des carburants.

Cette configuration traduit un effet différencié des termes de l'échange : favorable du côté des exportations minières, mais plus contraignant du côté des importations énergétiques, avec des implications potentielles sur les équilibres externes à moyen terme.

TABLE 4 - Indicateurs récents du secteur externe

Indicateur	Valeur récente	Observation
Taux de change indicatif (CDF/USD)	2 307 (avril 2026)	Relative stabilité soutenue par les recettes minières et les interventions de la BCC
Écart marché officiel / parallèle	37 CDF	Écart contenu mais révélateur de déséquilibres persistants sur le marché des changes
Réserves internationales	7 804 millions USD	Niveau historiquement élevé renforçant la capacité d'intervention de la BCC
Couverture des importations	2,98 mois	Niveau proche du seuil prudentiel de 3 mois, mais résilience externe encore limitée

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Lecture BDO. Le secteur extérieur congolais continue de bénéficier d'un environnement relativement favorable porté par les exportations minières et le maintien des réserves internationales à un niveau élevé. Cette configuration contribue à soutenir la stabilité du taux de change et à limiter les tensions sur le marché des devises.

Toutefois, cette stabilité demeure fortement dépendante de l'évolution des marchés internationaux des matières premières et des flux issus du secteur extractif. Dans un contexte marqué par des tensions persistantes sur les marchés énergétiques mondiaux et une forte volatilité financière internationale, les équilibres externes de la RDC restent exposés à des risques de dégradation rapide en cas de retournement des cours miniers ou d'aggravation des tensions extérieures.



5. Secteur monétaire et bancaire

Les données récentes indiquent que le système bancaire congolais demeure globalement liquide au début de l'année 2026, dans un contexte marqué par une forte dollarisation financière et une transmission encore limitée de la politique monétaire à l'économie réelle.

Malgré le maintien d'une liquidité bancaire abondante, l'intermédiation financière reste largement dominée par les devises, tandis que la transformation de cette liquidité en crédits à l'économie demeure relativement modérée.

5.1. Liquidité bancaire et politique monétaire

Le système bancaire continue de présenter une liquidité structurellement excédentaire. La position nette des banques vis-à-vis de la Banque Centrale du Congo (BCC) demeure positive, atteignant environ 1 498 milliards de CDF en avril 2026, traduisant une accumulation importante de disponibilités en monnaie nationale au sein du système bancaire.

Parallèlement, la Banque centrale poursuit ses opérations de stérilisation monétaire à travers les émissions de bons BCC, dont l'encours s'élève à environ 1 540 milliards de CDF, afin de limiter les risques de surliquidité et de contenir les pressions inflationnistes potentielles.

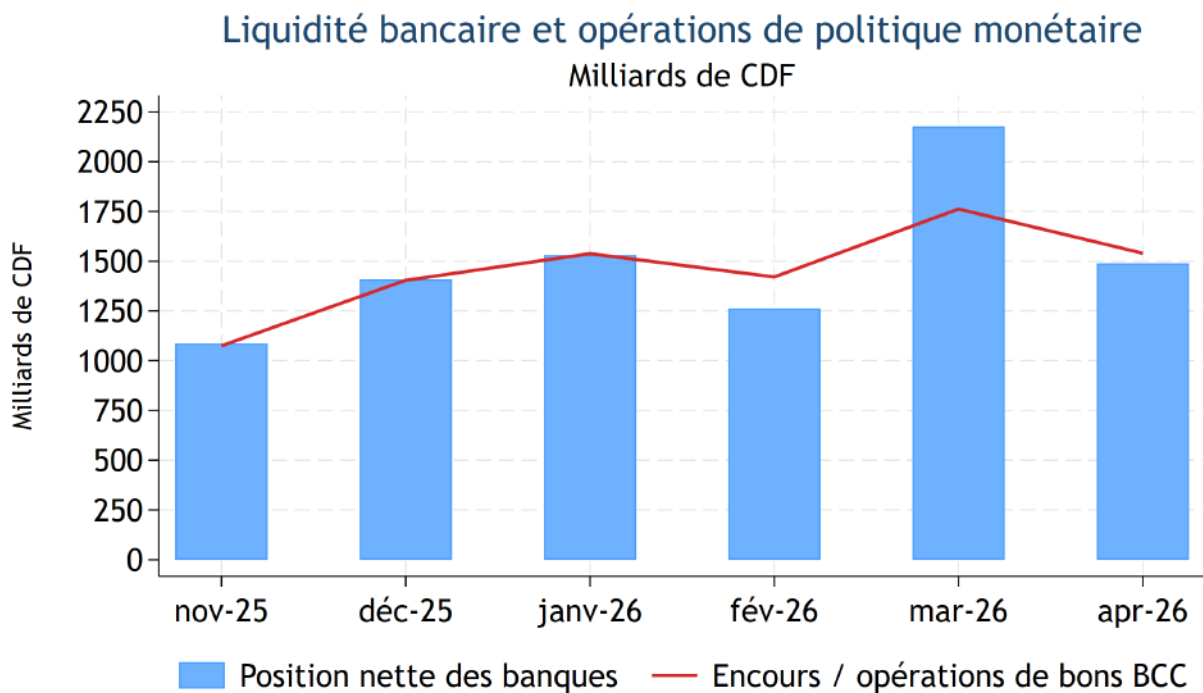


FIGURE 9 - Liquidité bancaire et opérations de politique monétaire en RDC

Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

La baisse récente de la position nette des banques semble principalement liée au recul des dépôts en monnaie nationale détenus en comptes courants à la BCC, lesquels sont passés à 3 549,6 milliards de CDF à fin avril 2026, en baisse hebdomadaire de 733,6 milliards de CDF. Dans le même temps, les réserves obligatoires se sont établies à 2 060,6 milliards de CDF, tandis que les opérations d'absorption de liquidité menées par la Banque centrale ont continué de limiter les disponibilités excédentaires du système bancaire. Cette évolution traduit davantage un ajustement de liquidité dans le cadre des opérations de politique monétaire qu'une dégradation des conditions de liquidité du système bancaire.

Cette configuration traduit néanmoins une situation de liquidité relativement confortable pour le secteur bancaire, mais également une transmission encore imparfaite de la politique monétaire vers le financement de l'économie réelle.

5.2. Dollarisation du système bancaire

Le système financier congolais demeure fortement dollarisé. Les dépôts en monnaie nationale représentent seulement 13,6% du total des dépôts bancaires à fin mars 2026, contre 86,4% pour les dépôts en devises. En valeur, les dépôts en monnaie nationale s'élèvent à environ 2,4 milliards USD, contre près de 15,1 milliards USD pour les dépôts en devises, pour un total de dépôts bancaires de 17,5 milliards USD.

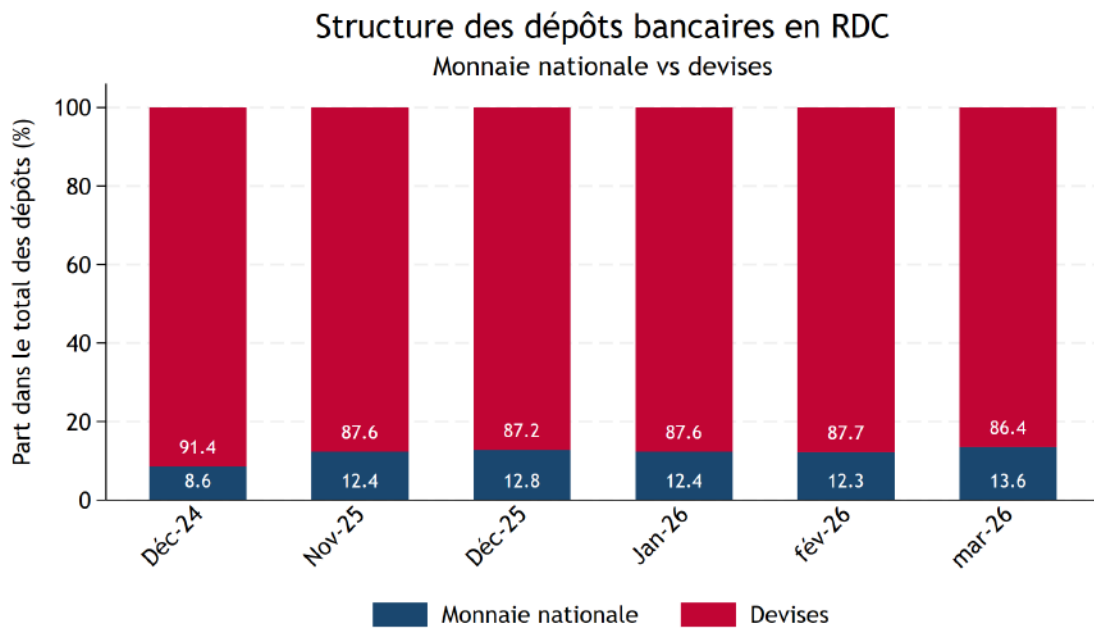


FIGURE 10 -Structure des dépôts bancaires en RDC : monnaie nationale versus devises
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

Cette configuration reflète la préférence persistante des agents économiques pour les devises étrangères, principalement le dollar américain, dans un contexte de mémoire inflationniste, de faible profondeur financière en monnaie nationale et de confiance encore limitée dans le franc congolais comme instrument d'épargne et de financement.

La forte dollarisation continue ainsi de limiter l'efficacité des instruments classiques de politique monétaire et réduit la capacité des banques à développer un financement significatif de l'économie en monnaie locale.

5.3. Dynamique du crédit bancaire

Malgré l'abondance de liquidité observée dans le système bancaire, la dynamique du crédit demeure relativement modérée et fortement concentrée en devises.

Les crédits en monnaie nationale représentent seulement 2,8% de l'encours total des crédits à fin mars 2026, contre plus de 97% pour les crédits libellés en devises. En valeur, les crédits en monnaie nationale s'élèvent à environ 278 millions USD, contre près de 9,7 milliards USD pour les crédits en devises, pour un encours total de crédits avoisinant 10 milliards USD.

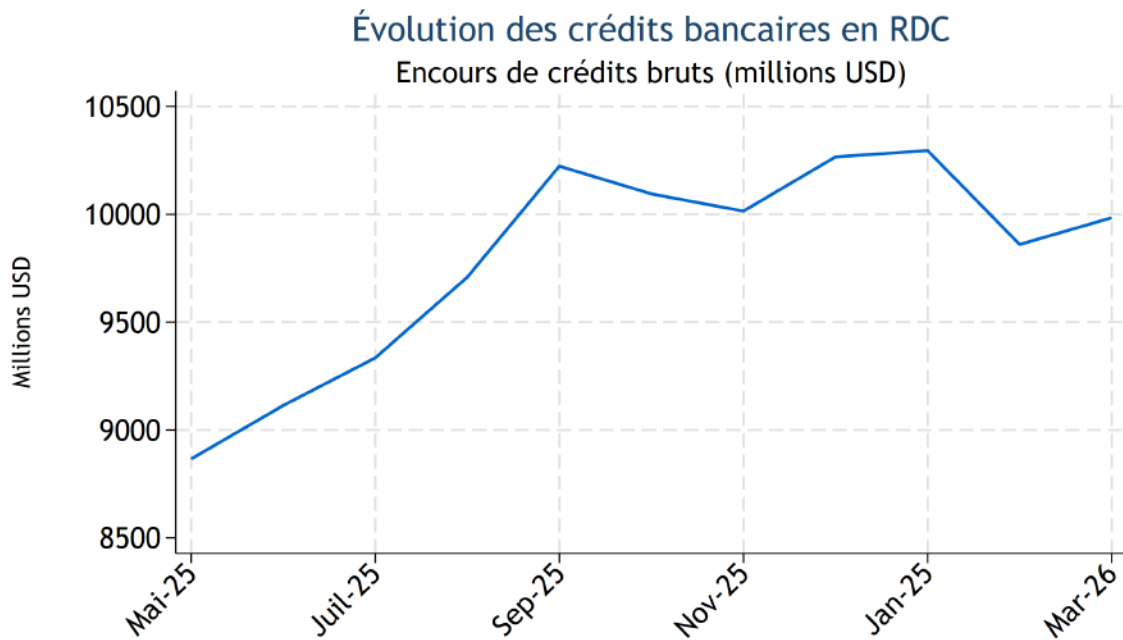


FIGURE 11 - Évolution des crédits bancaires en RDC (avril 2025 - mars 2026)
Source : Banque Centrale du Congo, calculs BDO DRC.

Cette structure traduit une intermédiation financière encore peu développée en monnaie nationale, dans un environnement marqué par des risques macroéconomiques élevés, une faible profondeur des marchés financiers domestiques et des préférences persistantes pour les financements en devises.

TABLE 5 - Indicateurs récents du secteur bancaire en RDC

Indicateur	Valeur récente	Observation
Position nette des banques vis-à-vis de la BCC	1 498 milliards CDF (avril 2026)	Maintien d'une liquidité bancaire structurellement excédentaire
Encours des bons BCC	1 540 milliards CDF (avril 2026)	Poursuite des opérations de stérilisation monétaire par la BCC
Part des dépôts en monnaie nationale	13,6 % (mars 2026)	Dollarisation persistante de l'épargne bancaire
Part des crédits en monnaie nationale	2,8 % (mars 2026)	Faible financement de l'économie en monnaie locale

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Lecture BDO. Le système bancaire congolais continue de présenter un déséquilibre structurel caractérisé par une liquidité abondante mais faiblement transformée en crédits en monnaie nationale. Malgré une amélioration relative des équilibres macroéconomiques, la forte dollarisation des dépôts et des crédits demeure un facteur majeur de fragilité du système financier et limite l'efficacité de la politique monétaire.

Dans ce contexte, le développement de l'intermédiation financière en monnaie nationale, l'approfondissement des marchés financiers domestiques et le renforcement de la confiance dans le franc congolais apparaissent comme des enjeux centraux pour améliorer durablement le financement de l'économie et renforcer la résilience du système bancaire.

6. Implications pour les entreprises et les investisseurs

Les évolutions récentes de la conjoncture économique en République démocratique du Congo continuent de générer des implications contrastées pour les entreprises et les investisseurs, dans un environnement combinant opportunités liées au dynamisme du secteur extractif et risques associés aux vulnérabilités structurelles de l'économie.

La relative stabilité macroéconomique observée depuis le début de l'année 2026, le maintien de niveaux élevés des prix des principaux produits miniers ainsi que l'amélioration progressive du climat des affaires contribuent à soutenir les perspectives d'investissement à court terme.

6.1. Opportunités

La dynamique de croissance demeure principalement portée par le secteur extractif. Le maintien des cours du cuivre et de l'or à des niveaux élevés continue de soutenir les perspectives d'activité dans les industries minières ainsi que dans les secteurs connexes.

Cette configuration offre des opportunités d'investissement importantes dans les chaînes de valeur associées, notamment dans la logistique, le transport, les infrastructures, l'énergie, les services miniers et les activités de sous-traitance.

Par ailleurs, la première émission souveraine d'Eurobond réalisée par la RDC en avril 2026 constitue un signal positif pour les investisseurs internationaux, traduisant une amélioration relative de la perception du risque souverain et un élargissement potentiel des sources de financement à moyen terme.

L'amélioration progressive du climat des affaires et le maintien d'une stabilité macroéconomique relative demeurent également des facteurs favorables aux décisions d'investissement, en particulier dans les secteurs liés directement ou indirectement à l'exploitation des ressources naturelles.

6.2. Risques

Malgré ces perspectives favorables, plusieurs facteurs de risque continuent d'affecter l'environnement des affaires.

Le risque de change demeure central, notamment pour les entreprises fortement dépendantes des importations ou exposées aux flux en devises, dans un contexte où la stabilité du franc congolais reste étroitement liée aux recettes minières et aux conditions extérieures.

Les tensions persistantes sur les prix internationaux de l'énergie constituent également une source importante de vulnérabilité. Le maintien de prix pétroliers élevés pourrait accroître les coûts logistiques, les coûts de transport et les charges opérationnelles des entreprises.

Par ailleurs, l'exposition de l'économie congolaise aux cycles des matières premières continue de renforcer la volatilité potentielle des revenus et des perspectives d'activité, tandis que la faible profondeur du système financier limite encore l'accès au financement en monnaie nationale.

Enfin, l'accroissement progressif du recours aux financements internationaux de marché, notamment à travers l'Eurobond, pourrait exposer davantage l'économie aux évolutions des conditions financières internationales et aux risques liés au coût du financement extérieur.

6.3. Implications opérationnelles

Dans ce contexte, plusieurs implications opérationnelles peuvent être identifiées pour les entreprises et les investisseurs.

La gestion du risque de change demeure un enjeu central, nécessitant des stratégies de couverture et une gestion prudente des flux en devises.

La maîtrise des coûts opérationnels apparaît également comme un levier stratégique important, dans un environnement marqué par des tensions persistantes sur les prix de l'énergie, du transport et des intrants importés.

Par ailleurs, les opportunités liées au secteur extractif invitent à renforcer l'intégration dans les chaînes de valeur minières, tout en poursuivant les efforts de diversification des activités afin de réduire l'exposition aux cycles des matières premières.

Enfin, la structure du système financier implique une adaptation des stratégies de financement, avec un recours fréquent aux devises et une gestion plus prudente des risques liés aux taux d'intérêt et aux conditions de financement internationales.

Lecture BDO. L'environnement économique congolais continue d'offrir des opportunités significatives à court terme, notamment dans les secteurs liés aux ressources naturelles et aux infrastructures. Toutefois, ces opportunités demeurent fortement dépendantes de la conjoncture internationale des matières premières et des équilibres macroéconomiques internes.

Dans ce contexte, la performance des entreprises dépendra largement de leur capacité à combiner exploitation des opportunités sectorielles, maîtrise des coûts et gestion active des risques, notamment en matière de change, de financement et de volatilité des marchés internationaux.

7. Perspectives et risques macroéconomiques

La conjoncture économique de la République démocratique du Congo au début du deuxième trimestre 2026 demeure globalement favorable, soutenue par le dynamisme du secteur extractif, une inflation relativement contenue, la stabilité du marché des changes et le maintien des réserves internationales à un niveau élevé.

Cette dynamique s'inscrit toutefois dans un environnement international plus incertain, marqué par des tensions géopolitiques persistantes, une forte volatilité des marchés des matières premières et des conditions financières internationales encore relativement restrictives.

À court terme, les niveaux élevés des prix des principaux produits miniers exportés par la RDC continuent de soutenir les recettes d'exportation, les finances publiques et les entrées de devises. Cette configuration contribue au maintien d'équilibres macroéconomiques relativement stables et conforte le rôle central du secteur extractif dans la trajectoire économique du pays.



7.1. Principaux risques

Plusieurs facteurs de risque pourraient toutefois affecter la trajectoire macroéconomique au cours des prochains mois.

L'évolution des prix internationaux des matières premières demeure un déterminant central des équilibres budgétaires et extérieurs. Un retournement des cours miniers ou un ralentissement de la demande mondiale pourrait rapidement affecter les recettes d'exportation, les recettes publiques et la stabilité du taux de change.

Par ailleurs, les tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient et le maintien des prix du pétrole à des niveaux élevés pourraient accroître les pressions inflationnistes importées ainsi que les coûts budgétaires implicites associés aux mécanismes de stabilisation des prix des carburants.

L'émission du premier Eurobond souverain de la RDC constitue également un nouveau facteur d'attention en matière de soutenabilité budgétaire. Bien que les ratios d'endettement demeurent encore relativement modérés, le recours accru aux financements internationaux de marché pourrait exposer davantage les finances publiques aux évolutions des conditions financières internationales et aux coûts du refinancement extérieur.

Enfin, les contraintes structurelles internes, notamment la faible diversification économique, la forte dollarisation du système financier et la profondeur limitée du marché financier domestique, continuent de limiter la résilience globale de l'économie congolaise face aux chocs externes.

7.2. Perspectives

À court terme, les perspectives macroéconomiques demeurent globalement positives, soutenues par la bonne tenue du secteur minier, la stabilité relative du cadre macroéconomique et le maintien d'un niveau élevé de réserves internationales.

Le succès de la première émission d'Eurobond pourrait également contribuer à élargir les capacités de financement du pays et à soutenir certains investissements structurants, sous réserve d'une gestion prudente et transparente des ressources mobilisées.

Toutefois, la soutenabilité de cette dynamique dépendra étroitement de l'évolution du contexte international, en particulier des prix des matières premières, des tensions énergétiques mondiales et des conditions de financement sur les marchés internationaux.

À moyen terme, le renforcement de la résilience économique reposera principalement sur la diversification des sources de croissance, l'amélioration de la mobilisation des recettes internes, le renforcement de la soutenabilité budgétaire et le développement de l'intermédiation financière en monnaie nationale.

Lecture BDO. La conjoncture actuelle reflète une configuration typique d'économie fortement dépendante des matières premières, où des conditions externes favorables soutiennent temporairement la croissance tout en accentuant certaines vulnérabilités structurelles.

Dans ce contexte, l'enjeu central pour la République démocratique du Congo réside dans sa capacité à transformer les gains conjoncturels actuels - notamment ceux liés aux recettes minières et à l'accès aux financements internationaux - en leviers durables de diversification économique, de consolidation budgétaire et de renforcement des fondamentaux macroéconomiques.

Sources

- [1] Banque Centrale du Congo (BCC). Notes de conjoncture hebdomadaires. Kinshasa, différentes éditions, avril 2026.
- [2] Banque Centrale du Congo (BCC). Condensés d'informations statistiques. Kinshasa, décembre 2025.
- [3] Banque Centrale du Congo (BCC). Bulletin mensuel d'informations statistiques. Kinshasa, novembre 2025.
- [4] Banque Centrale du Congo (BCC). Rapport annuel. Kinshasa, 2024.
- [5] Banque Centrale du Congo (BCC). Rapport sur la politique monétaire. Kinshasa, 2024.
- [6] Fonds monétaire international (FMI). Perspectives économiques régionales et bases de données macroéconomiques relatives à la République démocratique du Congo.
- [7] Fonds monétaire international (2024-2026). Staff Reports, Debt Sustainability Analysis et bases de données macroéconomiques relatives à la République démocratique du Congo.
- [8] Banque mondiale. Indicateurs macroéconomiques et bases de données pays pour la République démocratique du Congo.
- [9] Banque mondiale (2024-2025). Macro Poverty Outlook et bases de données macroéconomiques pour la République démocratique du Congo.
- [10] Institut National de la Statistique (INS). Indice des prix à la consommation et statistiques économiques nationales.
- [11] Ministère des Finances de la République démocratique du Congo. Documents budgétaires, stratégie d'endettement et communications relatives à l'émission de l'Eurobond souverain "Mbote". Kinshasa, 2025-2026.

Sigles et abréviations

- BCC** : Banque Centrale du Congo
- BDO DRC Economic Insights** : Note d'analyse économique ou sectorielle produite par BDO DRC
- CDF** : Franc congolais
- CE SCN** : Commission des Études Statistiques et des Comptes Nationaux
- DGI** : Direction Générale des Impôts
- DGDA** : Direction Générale des Douanes et Accises
- DGRAD** : Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales et de Participation
- DGTCP** : Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
- FMI** : Fonds monétaire international
- INS** : Institut National de la Statistique
- USD** : Dollar des États-Unis
- MN** : Monnaie nationale
- ME** : Monnaie étrangère
- PIB** : Produit intérieur brut
- PPG** : Dette publique et garantie par l'État (Public and Publicly Guaranteed Debt)
- VA** : Valeur actualisée

Annexes statistiques

Les annexes ci-dessous présentent certains indicateurs statistiques et séries macroéconomiques complémentaires utilisés dans l'analyse de la conjoncture économique récente de la République démocratique du Congo.

Annexe A. Indicateurs clés du mois

Cette annexe présente un tableau de synthèse des principaux indicateurs macroéconomiques récents de la République démocratique du Congo. Les informations proviennent principalement des notes de conjoncture hebdomadaires de la Banque Centrale du Congo, complétées par les condensés statistiques et certaines sources institutionnelles internationales.

TABLE 6 - Principaux indicateurs macroéconomiques récents en RDC

Indicateur	Niveau récent	Observation
Croissance du PIB réel	5,8 % (2025)	Croissance soutenue mais toujours fortement dépendante du secteur extractif
Croissance du secteur minier	8,7 % (2025)	Principal moteur de la croissance, soutenu par des cours élevés des métaux
Croissance du secteur hors mines	4,8 % (2025)	Dynamique modérée traduisant une diversification économique encore limitée
Inflation en glissement annuel	2,5 % (avril 2026)	Inflation globalement maîtrisée malgré des pressions externes persistantes
Inflation mensuelle	0,980 % (avril 2026)	Hausse modérée liée principalement aux coûts des produits importés
Taux de change indicatif	2 307 CDF/USD (avril 2026)	Relative stabilité soutenue par les recettes minières et les interventions de la BCC
Écart marché parallèle / officiel	37 CDF (avril 2026)	Écart contenu mais révélateur de tensions structurelles sur le marché des devises
Réserves internationales (millions USD)	7804 (avril 2026)	Niveau historiquement élevé renforçant la capacité d'intervention de la BCC
Couverture des importations	2,98 mois (avril 2026)	Niveau proche du seuil prudentiel mais résilience externe encore limitée
Indice du climat des affaires	41,9 (mars 2026)	Amélioration progressive portée principalement par les secteurs minier et de la construction

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires, condensés statistiques et calculs BDO DRC.

Annexe B. Réserves internationales et couverture des importations

Cette annexe présente, d'une part, l'évolution historique des réserves internationales et de la couverture des importations sur longue période et, d'autre part, leur évolution récente sur base mensuelle.



B.1. Série longue : 2011-2025

TABLE 7 - Réserves internationales et couverture des importations en RDC (2011-2025)

Année	Réserves (millions USD)	Couverture (semaines)	Couverture (mois)
2011	1 272,68	7,2	1,8
2012	1 634,18	9,35	2,34
2013	1 745,41	9,25	2,31
2014	1 644,46	7,86	1,97
2015	1 405,06	5,8	1,45
2016	845,44	3,73	0,93
2017	859	-	0,9
2018	913,68	3	0,75
2019	818,65	-	1,06
2020	708,89	-	0,65
2021	2 751,30	-	2,61
2022	4 382,90	-	2,63
2023	5 131,10	-	2,8
2024	6 132,00	-	3,3
2025	7 703,96	-	2,94

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), rapports annuels et rapports sur la politique monétaire.

Note : lorsque la couverture des importations était exprimée en semaines dans la source, celle-ci a été convertie en mois sur la base simplifiée de 4 semaines = 1 mois.

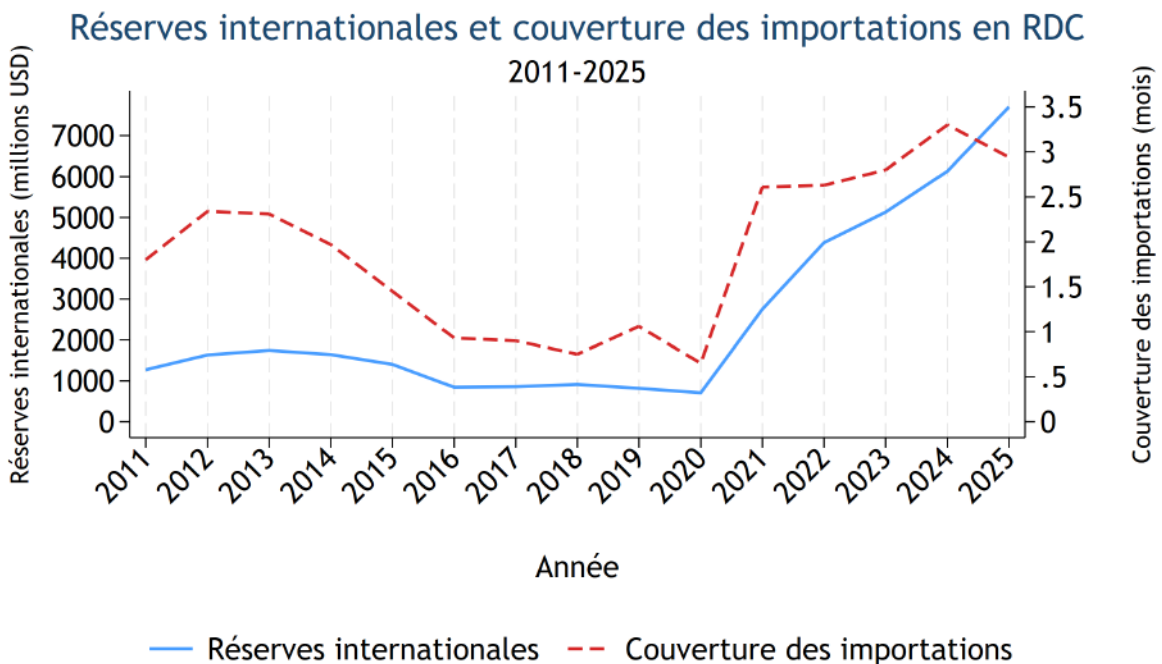


FIGURE 12 - Évolution des réserves internationales et de la couverture des importations en RDC (2011-2025)

Source : Banque Centrale du Congo (BCC).



B.2. Série récente : février 2025 - avril 2026

TABLE 8 - Évolution récente des réserves internationales et de la couverture des importations en RDC (février 2025 - avril 2026)

Mois	Réserves internationales (millions USD)	Couverture des importations (mois)
févr-25	6 027,46	2,3
mars-25	6 718,69	2,56
avr-25	6 735,68	2,6
mai-25	6 788,72	2,59
juin-25	6 883,45	2,63
juil-25	7 635,83	2,91
août-25	7 333,13	2,8
sept-25	7 368,55	2,81
oct-25	7 408,16	2,83
nov-25	7 346,79	2,8
déc-25	7 703,96	2,94
janv-26	7 386,46	2,82
févr-26	7 128,23	2,72
mars-26	7 272,92	2,79
avr-26	7 803,66	2,98

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe C. Séries macroéconomiques complémentaires

Cette annexe regroupe certaines séries statistiques mobilisées pour la construction des graphiques et tableaux présentés dans la note.

C.1. Croissance économique

TABLE 9 - Évolution de la croissance économique en RDC (%)

Année	PIB global	Secteur minier / extraction	Secteurs hors mines
2015	6.9	-	-
2016	2.4	-	-
2017	3.7	-	-
2018	5.8	-	-
2019	4.4	-	-
2020	1.7	9.7	-1.3
2021	6.2	10.1	3.2
2022	8.9	20.8	4.7
2023	8.6	18.2	3.5
2024	6.1	12.3	4.0
2025	5.8	8.7	4.8
2026	6.2	9.4	5.0

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

C.2. Climat des affaires

TABLE 10 - Évolution du solde d'opinion des chefs d'entreprise par branche (en %)

Période	Solde global	Industrie	Électricité	Extractive	Construction	Services
mars-25	35.7	25.8	30.3	38.9	40.7	22.1
Avr. 2025	35.3	24.0	26.5	38.3	37.6	22.9
mai-25	35.6	23.5	24.5	38.4	39.2	22.7
juin-25	36.0	25.0	26.7	38.9	40.3	23.7
Juil. 2025	37.0	25.7	28.7	39.2	43.5	25.6
août-25	37.6	26.0	28.1	39.5	43.6	26.8
Sept. 2025	38.5	25.7	26.8	40.6	45.1	26.9
Oct. 2025	39.5	24.9	25.6	41.9	46.9	27.8
Nov. 2025	39.8	25.8	24.7	42.3	44.7	29.8
Déc. 2025	40.4	28.4	23.2	43.1	43.5	30.1
Janv. 2026	41.1	28.5	24.9	44.1	43.7	29.8
Fév. 2026	41.7	26.8	27.7	45.0	45.9	28.9
Mar. 2026	41.9	27.0	26.6	45.2	46.8	28.8

Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

C.3. Inflation

TABLE 11 - Évolution récente de l'inflation en RDC

Période	Inflation mensuelle (%)	Inflation en glissement annuel (%)
avr-25	0.568	9.961
mai-25	0.641	9.083
juin-25	0.597	8.381
juil-25	0.655	7.829
août-25	0.596	7.768
sept-25	0.486	7.792
oct-25	-4.348	2.519
nov-25	0.087	2.190
déc-25	0.740	2.265
janv-26	1.012	2.287
févr-26	0.587	2.137
mars-26	0.709	2.237
avr-26	0.980	2.529

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), données de l'Institut National de la Statistique (INS).

C.4. Taux de change

TABLE 12 - Évolution mensuelle du taux de change en RDC

Période	Cours indicatif (CDF/USD)	Marché parallèle à Kinshasa (CDF/USD)	Écart (CDF)
mars-25	2861.13	2877.51	16.38
avr-25	2851.78	2871.57	19.79
mai-25	2856.69	2865.28	8.59
juin-25	2871.69	2873.44	1.75
juil-25	2882.42	2885.32	2.90
août-25	2858.92	2866.06	7.14
sept-25	2605.52	2659.28	53.76
oct-25	2247.87	2277.26	29.39
nov-25	2207.55	2279.69	72.14
déc-25	2223.08	2300.63	77.55
janv-26	2186.52	2310.63	124.11
févr-26	2205.17	2294.07	88.90
mars-26	2284.36	2303.75	19.39
avr-26	2306.91	2343.44	36.53

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), condensés statistiques et notes de conjoncture.

Annexe D. Secteur monétaire et bancaire

Cette annexe présente les principales évolutions du secteur monétaire et bancaire en République démocratique du Congo, notamment la structure des dépôts, la dynamique du crédit et les instruments de politique monétaire.

D.1. Structure des dépôts bancaires

TABLE 13 - Évolution des dépôts bancaires en monnaie nationale (MN) et en monnaie étrangère (ME) en 2026 (en millions de USD, sauf indication contraire)

Période	Total des dépôts	Dépôts en MN	Dépôts en ME	Part MN (%)	Part ME (%)
déc-24	14 733.76	1 272.80	13 460.95	8.64	91.36
janv-25	14 695.41	1 327.17	13 368.24	9.03	90.97
févr-25	13 686.28	1 250.76	12 435.51	9.14	90.86
mars-25	13 651.86	1 365.43	12 286.43	10.00	90.00
avr-25	13 579.25	1 354.61	12 224.64	9.98	90.02
mai-25	13 705.65	1 422.46	12 283.18	10.38	89.62
juin-25	14 376.93	1 403.12	12 973.81	9.76	90.24
juil-25	14 401.68	1 435.58	12 966.10	9.97	90.03
août-25	14 541.86	1 450.06	13 091.80	9.97	90.03
sept-25	15 182.53	1 628.02	13 554.51	10.72	89.28
oct-25	15 554.48	1 992.06	13 562.42	12.81	87.19
nov-25	15 709.70	1 952.01	13 757.68	12.43	87.57
déc-25	16 241.06	2 081.56	14 159.51	12.82	87.18
janv-26	16 923.54	2 097.58	14 825.95	12.39	87.61
févr-26	16 647.54	2 040.34	14 607.58	12.26	87.75
mars-26	17 527.84	2 389.80	15 138.04	13.63	86.37

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

D.2. Dynamique du crédit bancaire

TABLE 14 - Évolution des crédits bancaires en RDC (en millions de USD, sauf indication contraire)

Période	Encours	Var. mensuellement (%)	Crédits MN	Crédits ME	Var. MN (%)	Var. ME (%)
avr-25	8 699.1	+0.8	-	-	+2.3	+0.8
mai-25	8 865.6	+1.9	-	-	-14.9	+2.6
juin-25	9 113.5	+2.79	-	-	+3.65	+2.8
juil-25	9 334.3	+2.42	-	-	-8.2	+10.16
août-25	9 708.7	+4.0	-	-	+3.7	+4.3
sept-25	10 223.2	+5.3	-	-	+8.9	+5.3
oct-25	10 094.8	-1.3	-	-	+24.1	-1.7
nov-25	10 015.1	-0.8	-	-	-3.2	-0.8
déc-25	10 266.3	+2.5	-	-	-1.7	+2.5
janv-26	10 295.8	+0.29	321.85	9 973.96	-	-
févr-26	9 860.4	-4.23	287.98	9 572.40	-10.5	-4.0
mars-26	9 984.3	+1.26	278.03	9 706.22	-3.5	+1.4

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

D.3. Indicateurs monétaires clés

TABLE 15 - Indicateurs monétaires clés (août. 2025 - avril 2026)

Période	Réserves obligatoires	Position nette
	(Mds CDF)	(Mds CDF)
août-25	2 260,90	647,3
sept-25	2 632,00	884,8
oct-25	2 819,50	866,2
nov-25	2 531,20	1 086,60
déc-25	1 978,60	1 409,10
janv-26	2 003,40	1 531,10
févr-26	1 982,70	1 262,70
mars-26	1 968,00	2 176,70
avr-26	2 060,60	1 489,00

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.



D.4. Interventions de la BCC et conditions monétaires

TABLE 16 - Interventions de la BCC et conditions monétaires (nov. 2025 - mars 2026)

Période	Encours Bons BCC	Taux directeur	Taux PM
	(Mds CDF)	(%)	(%)
nov-25	1 075,00	17,5	21,5
déc-25	1 404,00	17,5	21,5
janv-26	1 538,00	15	19
févr-26	1 421,00	15,00	19,00
mars-26	1 762,00	15,00	19,00
avr-26	1 489,00	13,50	19,00

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe E. Finances publiques

Cette annexe présente une vue détaillée de l'exécution du Plan de trésorerie de l'État au premier trimestre 2025 et 2026.

E.1. Exécution détaillée du Plan de trésorerie

TABLE 17 - Exécution du Plan de trésorerie de l'État au premier trimestre 2025 et 2026 (en milliards de CDF)

Rubriques	Réalizations 2025		Cumul mars 2026		
	Mois de mars	Cumul mars	Programme	Réalisé	Exéc. (%)
Douanes et accises (DGDA)	547.4	1490.0	1751.3	1759.5	100.5
Impôts directs et indirects (DGI)	779.9	2639.7	2921.4	2692.7	92.2
Recettes non fiscales (DGRAD)	572.5	1186.9	869.3	1020.0	117.3
Pétroliers producteurs	0.0	0.0	139.4	55.5	39.8
Dons et autres recettes	0.0	406.8	48.9	103.8	212.5
Total revenus et dons	1899.8	5723.3	5730.2	5631.4	98.3
Dépenses courantes	1928.9	2030.7	6176.8	4646.2	75.2
Salaires	1210.4	1369.0	3975.4	2742.5	69.0
Intérêt sur la dette	71.5	42.8	227.2	145.5	64.0
dont dette extérieure	30.1	12.3	67.1	62.8	93.5
Frais de fonct. Inst. et Min.	313.1	1066.8	896.4	887.1	99.0
Institutions politiques	132.1	413.5	382.1	431.7	113.0
Ministères	181.0	653.4	514.3	455.4	88.5
Dépenses en capital	149.0	495.9	735.8	818.3	111.2
Amortissement de la dette	70.8	93.8	163.2	123.2	0.0
Autres dépenses	798.2	2338.0	1942.8	1622.2	83.5
dont élections	40.8	40.8	-	-	-
Total dépenses (+ amort.)	2947.0	7470.8	9018.6	7210.0	79.9
Solde de trésorerie	-1047.2	-1747.4	-3288.3	-1578.6	48.0

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe F. Structure de l'inflation

Cette annexe présente la décomposition des contributions à l'inflation hebdomadaire observée en mars 2026, permettant d'identifier les principales sources de pression inflationniste.

F.1. Contributions à l'inflation

TABLE 18 - Contributions moyennes à l'inflation hebdomadaire en mars 2026

Fonction de consommation	Contribution moyenne (%)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	62.8
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	9.2
Transports	6.9
Santé	4.3
Autres fonctions de consommation	16.7
Indice global	100.0

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe G. Notes méthodologiques

Les données mobilisées dans cette note proviennent de plusieurs sources institutionnelles, notamment la Banque Centrale du Congo (BCC), l'Institut National de la Statistique (INS), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Les notes de conjoncture hebdomadaires de la BCC constituent l'une des principales sources pour le suivi à haute fréquence des indicateurs macroéconomiques.

La présente note vise à offrir une lecture synthétique et analytique de la conjoncture économique récente en République démocratique du Congo. Elle ne se substitue pas aux publications statistiques détaillées produites par les institutions nationales et internationales, mais cherche à en proposer une interprétation structurée et orientée décision, utile pour les entreprises, investisseurs et partenaires économiques opérant dans le pays.

À propos des auteurs



Yves AWA MUGUMA est Advisory Supervisor chez BDO RDC. Économiste du développement et ingénieur statisticien, il est titulaire d'un Master en Économie du développement, parcours Finances publiques, de l'École d'Économie CERDI (Université Clermont Auvergne, France). Ses travaux portent principalement sur les politiques macroéconomiques, les finances publiques et l'économie des ressources naturelles en Afrique. Il a collaboré avec plusieurs institutions de recherche et organisations internationales sur des questions liées à la gouvernance économique, aux régimes fiscaux des industries extractives et à la mobilisation des ressources domestiques.



Blaise MBATSHI est Country Senior Partner & Managing Director de BDO RDC. Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables (ONEC) et agréé par la Banque Centrale du Congo (BCC) auprès des sociétés financières, il cumule plus de 20 ans d'expérience en audit et en management consulting, avec des responsabilités de direction dans les domaines du conseil, de l'énergie et du secteur public. Ses domaines d'expertise couvrent notamment la gestion des risques, l'audit, le contrôle interne, la fiscalité et l'analyse économique. Il accompagne de nombreuses institutions et organisations dans le renforcement de leurs pratiques financières et de leurs cadres de gouvernance.

A Propos de BDO

« BDO », « nous », « notre » et « nos » désignent une ou plusieurs entités parmi BDO International Limited, son réseau de cabinets membres indépendants (« le réseau BDO ») ainsi que leurs entités liées.

Le réseau BDO est un réseau international de cabinets indépendants d'expertise comptable, de fiscalité et de conseil, membres de BDO International Limited, qui fournissent des services professionnels sous le nom et la marque BDO (ci-après : « cabinets membres BDO »). BDO International Limited est une société britannique à responsabilité limitée par garantie. Elle constitue l'entité de gouvernance du réseau BDO.

La prestation de services au sein du réseau BDO est coordonnée par Brussels Worldwide Services BV, une société à responsabilité limitée constituée en Belgique. Chacune des entités suivantes – BDO International Limited, Brussels Worldwide Services BV et les cabinets membres BDO – est une entité juridique distincte et ne peut être tenue responsable des actes ou omissions des autres entités. Rien dans les accords ou règles du réseau BDO ne constitue ni n'implique une relation d'agence ou de partenariat entre BDO International Limited, Brussels Worldwide Services BV et/ou les cabinets membres BDO. Ni BDO International Limited ni aucune autre entité centrale du réseau BDO ne fournit de services aux clients.

BDO est la marque utilisée pour désigner le réseau BDO ainsi que chacun des cabinets membres BDO.